

AVIS DE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL – EXPERT EN PREVENTION/LUTTE CONTRE L'EXTREMISME VIOLENT

Réf : IC/TCD10/2017/03/010

Date 20 mars 2017

Lieu de travail : N'Djaména au Tchad

Description du poste : Consultant national –Expert en prévention et en lutte contre l'extrémisme violent

Type de contrat : individual Contract

Durée de la mission : 30 jours calendaires.

Les Termes de Références (TDRs) complets sont à retirer au bureau du PNUD à N'djamena/Tchad.

Les consultants intéressés sont invités à soumettre leurs offres (techniques & financières) de service par courriel en fichier séparé via l'adresse procurement.td@undp.org en indiquant la référence **N° IC/TCD10/2017/03/010** (si cette référence n'est pas indiquée en **objet de votre mail**, votre offre ne peut être considérée) au plus tard le **3 avril 2017** à 10h00 heure de N'Djaména/Tchad.

Toute demande d'éclaircissements doit être envoyée par écrit, ou par communication électronique standard à l'adresse ou e-mail indiquée ci-dessus. faq.td@undp.org répondra par écrit ou par courrier électronique ordinaire et enverra un exemplaire écrit de la réponse, y compris une explication de la requête sans identifier la source de l'enquête, à tous les consultants.

1. CONTEXTE

Le Tchad est caractérisé par une multiplicité de facteurs de risques de conflits qui compromettent ses efforts de développement. Le contexte national est caractérisé au plan sécuritaire par les conséquences des crises sociopolitiques survenues en Lybie, en République Centrafricaine et au Soudan ainsi que la montée en puissance de la secte *Boko Haram* au Nigéria notamment dans le bassin du lac Tchad.

Le lac Tchad est l'épicentre du bassin. Cette position géographique particulière fait du lac un riche creuset humain et une zone de contact entre le monde arabo-berbère et l'Afrique



noire (métissage humain et culturel). En outre, toute la population du bassin partage les mêmes caractéristiques ethnolinguistiques et culturelles. En effet, le Kanouri, le Haussa, le Boudouma, le Kanembou kotoko et l'arabe Shuaa servent de trait d'union et de lingua franca entre les différentes couches sociales. L'islam est la confession dominante. Il s'agit d'un Islam Sufi (confrérique), vieux de plus de mille ans, qui véhicule la tolérance et la cohabitation pacifique avec toutes les minorités chrétiennes et animistes.

En janvier 2015, suite à la prise de la ville de Baga au Nigeria, qui abritait le quartier général de la force multinationale mixte, la secte Boko Haram a tué des milliers de personnes, enlevé des filles et des femmes et fait déplacer de centaines de milliers des personnes. Le triangle Bornou State, extrême Nord du Cameroun et les rivages du Lac Tchad, est devenu un triangle de la mort.

A la date du 31 janvier 2016, deux attentats suicide ont eu lieu simultanément sur la place du marché hebdomadaire de Guité ainsi qu'à Mitériné, situé à 7 km de Guité. Le premier attentat aurait été perpétré par un auteur arrivé en moto tandis que le second a été perpétré par des adolescentes. Ces incidents ont démontré l'existence et la capacité de Boko Haram en dehors du lac Tchad. Guité est situé en bordure du lac Tchad et à 150km de N'Djamena. De ce fait, il occupe également une position stratégique entre le lac Tchad et N'Djamena et constitue le lieu de ravitaillement de la capitale en poissons et légumes. Par ailleurs, les localités de Mani, Guitté, Karal et leurs environs ont accueilli des réfugiés de Boko Haram. La communauté de cette zone est essentiellement composée de pêcheurs, cultivateurs, éleveurs et commerçants. Enfin, cette zone fait partie de la zone d'implantation de la force multinationale mixte déployée pour combattre la secte Boko Haram.

En sus de conséquences humaine, sociale et matérielle, les mesures de sécurité en réponse aux attaques de BH ont eu des conséquences économiques néfastes. En effet, l'instauration de couvre-feu, la fermeture des lieux de loisirs, la mobilité réduite des personnes et des biens, l'interruption des circuits de distribution, le dérèglement des marchés d'approvisionnements, l'augmentation des coûts de transaction qui se traduit par la flambée des prix sur les marchés ; le ralentissement des flux commerciaux et la réduction des échanges inter et intra régionaux ainsi que la diminution du pouvoir d'achat des éleveurs etc. sont autant de conséquences des exactions menées par Boko Haram.

2. ETENDUE ET DESCRIPTION DU TRAVAIL DEMANDE, RESPONSABILITES DES CONSULTANTS



Plusieurs études et programmes incluant l'étude de perception du PNUD sur les facteurs de l'insécurité et de l'extrémisme violent dans les régions frontalières du Sahel, le Programme Régional PNUD sur la prévention de l'extrémisme violent en Afrique, et le Plan d'action du SG pour la prévention de l'extrémisme violent, mettent en exergue les limites grandissantes des interventions militaires comme stratégie unique en vue de combattre l'extrémisme et de gérer les questions de sécurité transfrontalière. Les recherches et les enquêtes qui abordent les vecteurs de radicalisation et d'extrémisme dans les frontières indiquent que la force militaire (confinée aux frontières souveraines des différents pays) contre l'extrémisme violent ne traite pas le problème à la base. Bien que des approches de prévention ou de représailles contre le terrorisme semblent prometteuses, elles ne dissuadent pas les révoltes en fin de compte étant donné que le but du terrorisme est d'user son opposant.

En effet, des facteurs personnels peuvent influencer sur ceux qui sont attirés par une radicalisation proche de l'extrémisme violent. Les facteurs d'attraction (pull factors) peuvent comprendre le lien social ou la portée personnelle auxquels les jeunes sont particulièrement réceptifs en l'absence d'accès aux moyens de production ou d'implication dans les systèmes politiques, sociaux, économiques formels et/ou informels. Selon l'étude de perception au Tchad, « les mouvements extrémistes ne se basent pas seulement sur la religion pour attirer les jeunes. Ils utilisent le répertoire social et culturel, le contexte, récupèrent les aspirations et les rêves des acteurs pour tisser et vendre un modèle idyllique de société où leurs aspirations les plus diverses pourraient trouver réponses ».

Dans certains cas, ces facteurs permettent aux groupes extrémistes violents de se replier dans des communautés avec lesquelles ils établissent un contrat quasi social en se substituant aux autorités et en offrant des services sociaux de base ou sécuritaires, ce qui leur permet d'étendre leur attraction et soutien au sein des communautés. D'autres facteurs d'attraction identifiés par le PNUD se rapportent aux causes immédiates telles qu'une diffusion accrue des propagandes extrémistes et des mécanismes faibles ou inexistantes sur le plan communautaire pour faire face aux griefs. Certaines causes structurelles comprennent une augmentation non-règlementée des écoles coraniques, une connaissance limitée des approches pour prévenir l'extrémisme violent, le manque ou l'inadaptation des formations des imams ou encore une collaboration inter et intra religieuse limitée. Enfin, la recherche du PNUD a également mis en exergue la nécessité de travailler avec les institutions formelles et informelles telles que les réseaux locaux et les entités de confessions religieuses pour renforcer la résilience de la communauté face à l'extrémisme violent et la radicalisation.

Suite aux échanges des Coordonnateurs Résidents du Tchad et du Cameroun avec des responsables du Fonds de Consolidation de la Paix (PBSO) et de la visite d'une mission



technique conjointe conduite par son Directeur dans les deux capitales, les deux axes prioritaires suivants ont été identifiés :

A. Autonomisation et implication de la jeunesse à travers l'inclusion :

Le Tchad figure parmi les pays qui ont une population âgée de 15 à 35 ans estimée à 32%¹. L'oisiveté des jeunes liée à un taux de chômage élevé et leur implication insuffisante dans la prise de décision ont été identifiées comme des facteurs de risque principaux, étant donné les menaces sécuritaires, voire terroristes, au-delà des frontières tchadiennes, et notamment en Libye, au Nigeria, en République centrafricaine et au Soudan. En même temps, si dûment intégrés dans la société, les jeunes représentent une opportunité et un facteur important de stabilisation du pays.

B. Partenariat pour la sécurité communautaire

Les défis géopolitiques sécuritaires dans les pays du Sahel et du lac Tchad constituent une menace imminente pour le pays. En effet, le pays souffre également de menaces de rébellion, de circulation d'armes légères et de petit calibre, de porosité de ses frontières et d'une capacité limitée des FDS à contrôler les frontières. Le coût de l'effort de guerre à travers le rôle prépondérant joué par le Tchad dans les différents conflits et le choc pétrolier lié à la baisse du baril ont eu comme conséquence une récession et une baisse des investissements dans les secteurs sociaux de base.

Bien que différentes initiatives soient ou seront mises en œuvre par le gouvernement du Tchad, les agences des Nations Unies et d'autres partenaires techniques et financiers, beaucoup reste à faire en l'absence d'une stratégie intégrée d'aide aux frontières des communautés. A cet égard, il est urgent de réaliser une étude détaillée des besoins des communautés des zones frontalières en vue d'aider à la rationalisation des activités en cours, éviter la duplication des efforts et maximiser l'impact global des différentes initiatives déjà menées.

3. OBJECTIFS

3.1. Objectif global

L'objectif global est la réalisation d'une étude préliminaire et d'une analyse ethnoculturelle en prélude au déploiement d'un projet transfrontalier visant à renforcer la résilience de cinq

¹ RGPH, 2009

communautés dans le département de Hadjer-Lamis (Mani, Guité, Karal, Kinasserom, Mitériné) au Tchad à faire face à la montée de la radicalisation et de l'extrémisme violent, y compris à la frontière avec le Cameroun. Le rapport final attendu comprendra les recommandations programmatiques relatives aux deux axes dans les cinq communautés ainsi qu'une analyse ethnoculturelle des communautés dans la zone identifiée.

3.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques de la mission sont les suivants :

- a. Conduire une évaluation des besoins et une enquête sur les facteurs de conflits et les causes de l'extrémisme violent/radicalisation dans dix (10) communautés de la zone identifiée et en sélectionner cinq² qui pourront bénéficier du soutien des Nations Unies dans les deux axes identifiés dans le cadre du projet transfrontalier.
- b. Faire une analyse ethnoculturelle des communautés vivant dans la zone identifiée ainsi que de leur dynamique de mouvement et de développement dans la sous-région ;
- c. Evaluer les défis sécuritaires et de développement dans la zone identifiée ainsi que les mécanismes d'interaction de prévention/gestion des conflits entre les forces de défense/sécurité, notamment la FMM ;
- d. Collecter et analyser des informations relatives à l'existence de systèmes et mécanismes traditionnels, communautaires et gouvernementaux de prévention et de résolution des conflits et leur efficacité ; mais également le lien entre ces différents mécanismes formels et informels ;
- e. Sélectionner un échantillon de 100 jeunes en situation de vulnérabilité dans les 5 communautés en vue d'identifier leurs besoins en termes d'autonomisation et d'implication.

4. Résultats attendus

A l'issue de cette mission de consultance, les résultats ci-après sont attendus et devront être restitués dans une étude/document:

² Les critères de sélection des 5 communautés comprennent entre autres : 1) constitue une priorité pour le gouvernement du Tchad et vulnérable à l'extrémisme violent ; 2) une présence actuelle ou future du SNU et/ou à travers des partenaires d'exécution ; 3) zone d'influence et/ou vulnérable à Boko Haram ; 4) faisant partie de la zone d'opérationnalisation de la FMM ; 5) vulnérable au mouvement des populations.



- a. Une évaluation socio-économique des besoins et des facteurs de conflits dans les 10 communautés de la zone identifiée comme base pour sélectionner cinq communautés pour le projet transfrontalier est conduite ;
- b. Une analyse ethno culturelle des communautés vivant dans la zone identifiée ainsi que de leur dynamique de mouvement et de développement dans la sous-région est effectuée ;
- c. Des enquêtes d'opinion sur la perception de la population relative aux questions sécuritaires ainsi que l'interaction avec les FDS et notamment les femmes et les jeunes sont conduites ;
- d. Des informations pertinentes sur la zone identifiée, les systèmes et mécanismes traditionnels, communautaires et gouvernementaux de prévention et de résolution des conflits sont recueillies et analysées ;
- e. Les besoins socio-économiques de quelque 100 jeunes sont identifiés.

5. Produits attendus

- A. Une **étude** contenant une analyse ethnoculturelle des communautés vivant dans la zone identifiée
- B. **Rapport provisoire** : 21 jours calendaires après le début de l'étude, le consultant soumettra pour amendements un rapport provisoire.
- C. **Rapport final** : Comprenant, notamment, un résumé exécutif, une description détaillée de la méthodologie employée et l'étude en tant que telle. Il tiendra compte des commentaires et des amendements éventuels apportés durant l'exécution et les ateliers de validation;

6. Description des responsabilités

- Elaborer une feuille de route et un chronogramme d'activités qui couvrent l'ensemble des opérations relevant de cette consultance;
- Effectuer une revue documentaire (« desk review ») ;
- Identifier les gaps d'informations, analyser la qualité et la pertinence des informations disponibles;
- Organiser et mener l'ensemble des consultations nécessaires auprès des acteurs identifiés selon la méthodologie retenue;
- Collecter et analyser l'ensemble des éléments statistiques nécessaires définis dans la méthodologie;
- Identifier, localiser, analyser et organiser les facteurs de radicalisation dans les communautés concernées;

- Identifier et analyser les grandes dynamiques de l'extrémisme violent dans les communautés cibles;
- Identifier et décrire l'ensemble des acteurs intervenants dans la prévention/mitigation de l'extrémisme violent au Tchad;
- Rédiger l'étude ethnoculturelle des communautés;
- Rédiger et animer la restitution du rapport provisoire;
- Rédiger un rapport final répondant précisément aux objectifs généraux et spécifiques détaillés dans les termes de référence de l'étude.

Les documents finaux

Les documents finaux (étude ethnoculturelle ainsi que la version définitive de l'étude) seront remis au PNUD/Bureau du Coordonnateur Résident, en deux exemplaires/copies originales hard et en version électronique.

QUALIFICATIONS ET EXPERIENCE REQUISES

Education :

- Le consultant national doit être titulaire au minimum d'un diplôme de niveau bac + 5 ans en sciences politique, humaines et sociales, droit, anthropologie, et/ou de tout autre domaine jugé acceptable.

Expérience :

- Le prestataire doit posséder une expérience professionnelle pertinente d'au moins 7 ans, dont une expérience similaire en matière de préparation, organisation et conduite des études de recherche sociales référentielles; plus spécialement dans les analyses de situation de conflits, de programmes et projets notamment de prévention, de gestion de l'extrémisme violent et le suivi-évaluation des politiques et réformes socioéconomiques et politique nationale;
- Le prestataire devra faire preuve de la capacité de pouvoir se déplacer sur l'ensemble du territoire tchadien;
- Le prestataire sera un spécialiste de la recherche et programmation socioéconomique et de développement contractés auparavant par des acteurs institutionnels dans les domaines liés aux initiatives de prévention en général et au Tchad en particulier;
- Le prestataire devra idéalement justifier d'une reconnaissance des recherches/études réalisées précédemment au niveau national et international.

Compétences :

- Très bonnes connaissances en matière de consolidation de la paix et en particulier sur les questions liées à la radicalisation et à la prévention de l'extrémisme violent
- Très bonnes compétences en matière de recherche socio-économique;
- Avoir un esprit et des capacités de travail en équipe ;
- Etre animé d'un esprit de neutralité et d'intégrité.

Langues :

- Excellente maîtrise du français à l'oral et à l'écrit;
- La maîtrise de l'anglais serait un atout.

Autres informations utiles

Processus d'approbation requis pour certifier l'atteinte des résultats et les paiements.

Le paiement du consultant sera effectué de la façon suivante :

- Frais de voyage et de séjour au démarrage,
- 60% après la remise de l'étude ethnoculturelle des communautés et du rapport provisoire,
- 40% après la remise des documents finaux au PNUD en copies hard et version électronique.

4. DOCUMENTS A INCLURE LORS DE LA SOUMISSION

Les personnes intéressées doivent envoyer les documents suivants :

1. Un CV détaillé
2. Un calendrier d'exécution des travaux
3. Une brève description de la méthodologie de travail indiquant les différentes étapes d'atteinte des résultats et le chronogramme sur 30 jours ouvrables
4. Proposition technique expliquant pourquoi elles sont le/la meilleur(e) candidat(e) et proposer une méthodologie succincte expliquant l'approche ainsi que la façon dont la consultance sera réalisée.

5. PROPOSITIONS FINANCIERES

L'offre financière devra spécifier le montant forfaitaire total ainsi que l'échéancier de paiement en fonction des livrables mesurables (qualitatifs et quantitatifs) – paiement en tranches ou après accomplissement du travail. Les paiements sont basés sur les produits spécifiés dans les TDR.

Pour faciliter la comparaison des offres financières, l'offre devra mentionner le détail du montant forfaitaire global (frais de déplacement, per-diem, jours de travail, etc.)

Exemple de présentation de l'offre Financière



Descriptions	Quantités/nombre	taux	montant
Honoraires			
Perdiem			
Frais de communication			
Frais de déplacement (voyage, visa etc.)			
Autres frais s'il y a (à préciser)			

6. EVALUATION :

Méthode combinée

Le contrat sera attribué aux consultants :

1. Dont l'offre est jugée valable (répond aux TDR) et
2. Ayant obtenu le nombre de points le plus élevé (cumul des notes technique et financière) suivant la pondération ci-dessous :
 - Note technique : **70%**
 - Note financière : **30%**

Seuls les candidats ayant obtenu au moins **70%** des points à l'issue de l'évaluation technique seront pris en compte pour l'évaluation financière.

A l'issue du processus de sélection, le consultant national assurera les fonctions de supervision et de coordination de la mission.

Critères	Poids	Max de points
Offre technique	70%	
Méthodologie de travail indiquant les différentes étapes d'atteinte des résultats, le chronogramme et le plan de travail		35
Diplôme : Etre titulaire d'un diplôme universitaire de 3 ^e cycle en sciences politique, humaine et sociale, droit, anthropologie, et/ou de tout autre domaine jugé acceptable.		20
Etre une structure expérimentée et/ou posséder une expérience professionnelle pertinente d'au moins 7 ans, dont une expérience similaire en matière de préparation, organisation et conduite des études de recherche sociales référentielles; plus spécialement dans les analyses de situation de conflits, de programmes et projets notamment de prévention de gestion de l'extrémisme violent et le suivi-évaluation des politiques et réformes socioéconomiques et politique nationale.		10
Avoir une expérience dans la recherche et programmation socioéconomique et au développement contractés par des acteurs institutionnels dans les domaines liés aux initiatives de prévention en général et au Tchad en particulier.		20
Justifier d'une reconnaissance des recherches/études réalisées précédemment au niveau national et international		10
Connaissance des procédures PNUD et autres PTF		5
Offre financière	30%	



ANNEXES

ANNEX 1- INDIVIDUAL CONSULTANT GENERAL TERMS AND CONDITIONS